

Vente de SFR : « Les actionnaires d'Orange, Bouygues et Free vont gagner entre 5 et 10 milliards d'euros »

Claude Soula

Sébastien Soriano, ancien président du régulateur des télécoms (Arcep), s'inquiète de la vente de l'opérateur SFR à ses concurrents Orange, Bouygues Telecom et Free. Et appelle à prévoir des contreparties.

Après des mois de négociations, les opérateurs téléphoniques Orange, Bouygues Telecom et Free (groupe Iliad) ont annoncé en grande pompe, samedi 6 juin 2026, se mettre d'accord avec le groupe Altice pour acquérir SFR, au prix de 20,35 milliards d'euros. Une opération qui « ne va pas de soi », a estimé, ce mercredi 10 juin, le président de l'Autorité de la concurrence Benoit Coeuré dans « le Monde ». Avant d'évoquer un questionnement « naturel » sur le risque de hausse des tarifs dans le secteur, mais aussi sur l'emploi. Voilà qui inquiète également Sébastien Soriano, ex-président de l'Arcep, le régulateur des télécoms, entre 2015 et 2021. Pour lui, le risque de régression est élevé pour les abonnés. Aussi, il plaide pour que cette acquisition se réalise en échange d'une contrepartie pour les trois opérateurs restants : utiliser les gains de l'opération pour investir dans la construction d'une souveraineté numérique française, devenue indispensable. Sébastien Soriano, aujourd'hui directeur de l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN), s'explique auprès du « Nouvel Obs ». Que vous inspire le projet de rachat de SFR par ses concurrents Orange, Free et Bouygues ? C'est un moment historique pour le secteur. Il dépendra des décisions que prendront les autorités publiques - aussi bien l'Autorité de la concurrence que l'Arcep - que ce virage tourne vers une régression, ou pas, pour les Français. Tel qu'il est aujourd'hui, le paysage des télécoms a été organisé patiemment et intelligemment par les pouvoirs publics depuis l'ouverture à la concurrence, qui remonte à une trentaine d'années [1998, NDLR]. La France est ainsi devenue un vrai paradis pour les télécoms. D'abord parce que les prix que nous payons pour nos forfaits sont parmi les plus bas d'Europe, grâce à la concurrence qui règne sur le marché. Un Allemand paye 50 % de plus que nous pour ses communications, et c'est encore plus cher aux Etats-Unis, avec le seul abonnement à la fibre, qui coûte une centaine d'euros par mois ! [SFR racheté par Bouygues Telecom, Free et Orange : trois questions sur cette acquisition à 20 milliards d'euros](#) Ensuite, parce que ce secteur est en bonne santé économique : en dix ans, les opérateurs ont investi 120 milliards d'euros sur la fibre et les réseaux mobiles. C'est beaucoup plus que dans le passé, où ils investissaient 7 milliards par an en moyenne [soit 50 milliards d'euros de moins, sur une décennie]. Nous avons tous bénéficié de cet énorme effort. Rappelons que, pendant le confinement, grâce à la fibre ou à la 4G, nous avons pu travailler à distance, nous divertir ou poursuivre nos études, dans de bonnes conditions en général. On a pu le faire parce que les réseaux étaient de qualité. Enfin, dans ce paradis, tous les acteurs sont français, ce qui est unique en Europe ; dans tous les autres pays, des filiales des français Orange et Free, de l'allemand Deutsche Telekom, de l'espagnol Telefónica, du britannique Vodafone sont présentes. Chez nous, tout appartient à

des groupes nationaux, ce qui est une force pour des infrastructures aussi essentielles. La France des télécoms est bien une réussite, grâce à l'Etat et aux quatre entrepreneurs du secteur, et c'est ce paradis qui va être reconfiguré... Pour le meilleur ou pour le pire. Aviez-vous fait face à des projets de ce type quand vous présidiez l'Arcep ? Oui, deux projets de consolidation similaires ont été lancés à l'époque, sans aboutir. C'est un serpent de mer... Cette volonté des acteurs existe depuis 2012. L'arrivée de Free sur le marché avait alors déstabilisé les trois acteurs historiques qu'étaient Orange, SFR et Bouygues Télécom. Ils ont tout fait depuis pour retrouver un marché à trois, y compris des guerres tarifaires pour faire tomber le plus fragile. J'ai passé beaucoup de temps à calmer cette fébrilité. Leurs projets avaient alors échoué car aucun des quatre ne voulait sortir du marché. Ce qui a tout changé ces derniers mois, c'est la volonté de Patrick Drahi, le propriétaire du groupe Altice [dont SFR est une filiale]. Il faisait partie des consolidateurs potentiels, mais car trop endetté, il est devenu vendeur de SFR. Plus rien ne s'opposait au passage de quatre à trois opérateurs. Les opérateurs concernés se plaignent d'une trop forte concurrence entre eux, estimant que leur rentabilité est trop faible, que cela les empêche d'investir, et qu'au final, la France y perd. Qu'en dites-vous ? Je ne partage pas cette analyse. Au contraire, le secteur a énormément investi ces dix dernières années et ce, malgré les prix bas. La concurrence entre eux n'a donc rien bloqué ; elle les a même incités à investir plus pour avoir les meilleurs réseaux. L'Arcep les a toujours poussés à faire mieux, en créant plusieurs cartes et indicateurs utiles pour les consommateurs : chacun peut aller vérifier la couverture et la qualité des réseaux, et faire son choix de fournisseur de façon éclairée. Un marché à quatre opérateurs n'est donc pas une catastrophe pour les investissements et d'ailleurs, d'autres pays d'Europe vivent aussi avec un marché à quatre têtes. [Pourquoi SFR va disparaître... Les enjeux d'une opération à 20 milliards d'euros](#) Le bilan actuel est donc positif ? Incontestablement, tout le monde y a gagné : les consommateurs grâce aux prix bas, et le pays grâce à de bonnes infrastructures. C'était sans doute moins positif pour les actionnaires des réseaux. Alors faut-il mener à bien cette consolidation, qui ferait réduire le marché à trois opérateurs ? Je n'ai jamais été dans une logique de blocage ou d'autorisation par principe, quand j'étais en situation de le faire. Un marché à quatre me semble plus souhaitable qu'un marché à trois opérateurs, mais on peut accepter ce changement si on anticipe les défis des années à venir. Quelle est aujourd'hui la question importante pour le pays ? La souveraineté numérique. On fait face à un énorme défi. Nos importations d'hydrocarbures nous coûtent cher - 50 à 60 milliards d'euros par an. Mais nos importations de services numériques américains pèsent tout autant et cela va croissant. Le cloud, les logiciels, Google ou Facebook, et maintenant l'intelligence artificielle... C'est aussi 50 à 60 milliards d'euros que nous versons chaque année aux géants américains et, en plus, ils peuvent couper ces services du jour au lendemain ! Le défi du pays, c'est donc trouver la souveraineté numérique. Nous pouvons essayer de profiter de cette acquisition pour demander des contreparties aux trois opérateurs restants. Leurs actionnaires vont créer de la valeur en éliminant l'un d'entre eux. On peut estimer que le gain financier pour eux se situera entre 5 et 10 milliards d'euros. Aux opérateurs ensuite d'être créatifs sur les contreparties à proposer. Pourquoi ne pas créer un fonds de 50 milliards d'euros qui investirait dans le cloud ou dans l'IA, qui nous aiderait à relever nos défis numériques ? C'est l'effort qui a été fait ces dix dernières années dans les télécoms, et qui pourrait être réinvesti dans les infrastructures numériques. Est-il plus important pour les opérateurs d'investir dans cette souveraineté que dans les autres pays européens ? Ils ont déjà les moyens d'investir en Europe. Orange ou Free - notamment son propriétaire Xavier Niel [actionnaire minoritaire du « Nouvel Obs »] - sont déjà présents dans d'autres pays. Ce n'est donc pas la concurrence en France qui les empêcherait d'agir. Le consommateur doit-il s'inquiéter d'une hausse des prix des forfaits avec la disparition de SFR ? C'est évidemment un point de vigilance important. Le marché à trois sera moins dynamique que le marché à quatre. Pour les entreprises ou les

collectivités locales, ce sera encore plus compliqué, car elles n'avaient souvent affaire qu'à trois acteurs et pourront donc se retrouver face à deux offres seulement. Ces risques existent. A l'Arcep et à l'Autorité de la concurrence de les éviter, mais il me semble évident que le nouveau paysage sera forcément moins séduisant : nous avons le meilleur des mondes possibles en matière de télécoms !

[Cet article est paru dans Le Nouvel Obs \(site web\)](#)